

J'aimerais souligner à nouveau que cette industrie est en difficulté mais que, parallèlement, l'industrie des transistors prend de l'expansion et je puis prouver qu'elle offre plus d'emplois que le Canada en a perdu dans l'industrie des lampes.

LA FERMETURE DE L'USINE DUNLOP À  
TORONTO ET DE L'USINE TEXTILE À  
YARMOUTH

**M. John Gilbert (Broadview):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre a-t-il des plans spéciaux pour renflouer l'usine de pneus Dunlop à Toronto et aussi à Yarmouth; il sait qu'il s'agit là d'une affaire très sérieuse.

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, je sais que c'est important. La compagnie a donné les raisons de la fermeture de cette usine et ces raisons ont été acceptées par mon ministère en tant que faits.

LE CABINET

L'ABSENCE DU MINISTRE DES  
COMMUNICATIONS

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Pourrait-il dire à la Chambre si le ministre des Communications est en congé, étant donné que nous ne l'avons pas vu depuis près de trois semaines?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Oui, monsieur l'Orateur.

**L'hon. M. Lambert:** A la demande du ministre ou du premier ministre?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

LES RELATIONS FÉDÉRALES-  
PROVINCIALES

LE STATUT TERRITORIAL DE L'ÎLE DE SABLE

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Justice. Vu la possibilité de gisements de pétrole dans l'Île de Sable ou dans les environs peut-il nous dire si l'île est considérée comme région du Canada située au large et relevant entièrement d'Ottawa, ou fait-elle officiellement partie de la Nouvelle-Écosse?

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** Cette question n'est pas seulement d'or-  
[L'hon. M. Pepin.]

dre géographique, mais vraisemblablement d'ordre juridique également. J'aimerais la tenir pour préavis.

**M. Crouse:** Comme il importe d'établir des coordonnées géographiques pour le tracé des lignes de base, si nous voulons donner suite à nos nouvelles mesures contre la pollution et conserver nos ressources en poisson, le ministre pourrait-il nous indiquer sous peu le statut qui convient à cette île stratégique?

**L'hon. M. Turner:** Nous pourrions peut-être le faire, l'un de mes collègues du cabinet ou moi.

LES CÉRÉALES

L'ARRANGEMENT INTERNATIONAL—LES EN-  
TRETIENTS AVEC LES REPRÉSENTANTS DES  
PAYS EXPORTATEURS

**M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain):** J'ai une question à poser au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé. Comme le ministre a annoncé la tenue à Ottawa, les 4 et 5 mai, d'une réunion des représentants des principaux pays exportateurs de blé, y compris un porte-parole du Marché commun, où l'on doit discuter notamment de la réduction des emblavures, le ministre nous dirait-il s'il y aura des entretiens sur le statut actuel de l'Arrangement international sur les céréales? En outre lui et ses conseillers vont-ils bien faire voir aux représentants des États-Unis la nécessité de renforcer l'Arrangement international sur les céréales, pour prévenir toute nouvelle réduction de prix de la part de nos concurrents?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État):** Les réunions en question doivent porter essentiellement sur les politiques de production. Les pays qu'intéresse l'Arrangement international sur les céréales tiendront des réunions plus tard à ce sujet. Nous ne manquons jamais, bien entendu, d'insister auprès de nos amis américains sur l'importance de l'Arrangement international sur les céréales.

LA RÉDUCTION DES EMBLAVURES—LE CAS DES  
PRODUCTEURS DE BLÉ À FORTE TENEUR  
PROTÉIQUE

**M. H. A. Moore (Wetaskiwin):** Avant l'annonce du programme LIFT, une entente quelconque est-elle intervenue ou des consultations ont-elles eu lieu avec d'autres producteurs de blé à haute teneur protéique, comme les États-Unis et l'Australie, afin qu'eux aussi diminuent leurs emblavures?